

Ces fumigènes, artisanaux ou pas, on les retrouve à Grenoble au fil des luttes sociales. Par exemple, il y en a eu lors de l'occupation des arbres du parc Paul Mistral (février 2004), au printemps 2006 dans les manifestations anti-CPE et, depuis un an, lors des manifestations anti-Sarko au printemps 2007, sur le campus universitaire lors du mouvement contre la LRU en novembre-décembre 2007 et dans les toutes récentes manifestations lycéennes. Alors quoi ? Toutes les personnes porteuses de fumigènes sont-elles des terroristes en puissance ?

Dans un monde où la police est omniprésente, la désobéissance et la révolte sont des actes sensés et sages.

Liberté pour Régis, Najib et toutes les personnes sans papiers.
Liberté pour Bruno, Ivan et tou-te-s les prisonnier-e-s de la guerre sociale.

Que les fumigènes égayent nos luttes et nuisent à leurs dispositifs de contrôle !

Mardi 22 avril 2008, Grenoble
Collectif « Des fumigènes pour toutes et tous »



Les fumis gênent l'Etat

Ces derniers mois, ces dernières semaines, à Grenoble comme ailleurs, les sans-papiers sont traqué-e-s, arrêté-e-s et expulsé-e-s. La clique sarkozyste mène une politique xénophobe qui dure depuis des dizaines d'années, gouvernements de gauche compris. Mais des formes de résistance s'organisent, notamment à travers une entraide pratique entre sans-papiers et avec-papiers.

Dernièrement à Grenoble, deux exemples :

Mardi 8 avril, Régis, un étudiant sans papiers est arrêté par la police dans sa résidence du Crous. Les policiers sont venus exprès pour lui, un employé du Crous leur a ouvert la porte et a mené la police jusqu'à la chambre de Régis. *Ça se passe comme ça à Sarkoland.*

Le matin du mercredi 16 avril 2008, la gendarmerie de Meylan est allée arrêter Najib à son domicile. Il a une OQTF (obligation de quitter le territoire français) depuis octobre 2007. Pourtant, entre un CDI, une carte d'étudiant et un enfant né en France il y a deux ans, il a des arguments citoyens à faire jouer... Mais l'heure est au chiffre. Au moins 25 000 expulsions par an, s'il vous plaît. Najib a été placé en garde à vue et finalement transféré au centre de rétention administratif de Nîmes. *Ça se passe comme ça à Sarkoland.*

Ailleurs en France, la chasse aux sans-papiers est également d'actualité. Le scénario est même pire à Paris, où de véritables rafles ont lieu dans les rues : les policiers contrôlent alors quasiment toutes les personnes qui ne sont pas blanches de couleur de peau. Mais il paraît que la police française étant « républicaine », elle ne peut pas être raciste... Allez comprendre. *Ça se passe comme ça...*

Au mois de décembre 2007, des mutineries ont éclaté dans plusieurs centres de rétention administrative. Des dizaines de sans-papiers enfermés se sont lancés dans une lutte permanente contre l'existence même des centres de rétention : grèves de la faim, communiqués, refus de rentrer dans les chambres, refus d'être comptés, parloirs sauvages, incendies de cellules, et malheureusement, tentatives de suicide et automutilations...

Face à cette lutte à la fois déterminée et désespérée, à l'extérieur, de nombreuses personnes ont transformé leur indignation en révolte. Depuis, la résistance aux rafles dans les quartiers et les transports publics, jusqu'aux interventions dans les aéroports pour éviter une expulsion, en passant par les coups de téléphone quotidiens dans les centres et la présence dans les tribunaux, des réseaux de solidarité s'organisent et des gens agissent directement.

Régulièrement, des milliers de personnes se déplacent vers les centres de rétention, criant « liberté » d'une même voix avec les sans-papiers enfermés. Depuis le mois de décembre, à Paris, les manifestations



se suivent, notamment devant le centre de rétention de Vincennes. A plusieurs reprises, des gens se sont regroupés pour montrer leur solidarité avec les sans-papiers : feux d'artifice, fumigènes, pétards, tout est bon pour faire comprendre qu'on est là et qu'on n'accepte pas.

Cette résistance, à Sarkoland, elle ne plaît pas tellement...

Et au moins deux personnes vont faire les frais d'une répression visant à faire peur, à isoler, à diviser celles et ceux qui luttent : le samedi 19 janvier 2008 est une journée nationale de manifestations contre les centres de rétention (et notamment contre l'allongement de la durée de rétention). Des dizaines de personnes de Grenoble se sont d'ailleurs déplacées jusqu'au centre de rétention de Lyon / Saint-Exupéry, où avait lieu un rassemblement. Sur Paris, Bruno et Ivan, habitués des manifs de solidarité avec les sans-papiers, sont contrôlés par la BAC (Brigade Anti-Criminalité) alors qu'ils sont en route pour le rassemblement qui se tient le jour même devant le centre de rétention de Vincennes. Dans leur véhicule se trouve un sachet avec un mélange de farine, de sucre et de chlorate de soude, recette classique de fumigène artisanal. Jusqu'ici, rien de bien étonnant puisque ce genre de fumigène est régulièrement utilisé devant le centre de rétention de Vincennes. Pourtant...

Après un coup de fil des policiers pour vérification d'identité, Bruno et Ivan, fichés comme militants, sont directement placés en garde-à-vue. Ils ont beau expliquer l'usage habituel du mélange trouvé (*mais que fait la police scientifique ?*), ils se retrouvent tous deux en prison (à Fresnes et à Villepinte), en détention préventive, où ils sont supposés attendre qu'une date de procès soit fixée. Mais ça ne rigole pas vraiment puisque, presque immédiatement, une enquête est ouverte pour « association de malfaiteurs, détention et transports d'engins incendiaires ou explosifs en vue de détruire des biens ou de commettre des atteintes aux personnes ». Un juge « anti-terroriste » est sur l'affaire. Et si personne ne bouge, ça risque de durer un moment... De toute façon, ça fait déjà beaucoup trop longtemps que Bruno et Ivan sont enfermés.